

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2262

[C — 2004/29221]

12 MAI 2004. — Décret relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *De la définition de la pénurie*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécial, de plein exercice, en alternance et de promotion sociale.

§ 2. Par « définition de la pénurie », il faut entendre la détermination des fonctions touchées par une pénurie par le Gouvernement conformément au présent chapitre.

Art. 2. Pour l'année scolaire suivante, le Gouvernement arrête, au plus tard pour le 31 décembre qui précède, la liste des fonctions touchées par la pénurie pour l'ensemble de la Communauté française ou pour une ou plusieurs zone(s) géographique(s).

Les zones géographiques sont les entités territoriales pour lesquelles les commissions visées au chapitre II, exercent leurs compétences.

Pour établir la liste visée à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement reçoit au plus tard le 1^{er} novembre, les propositions des Commissions interzonales d'affectation visées aux articles 14^{ter} et 14^{sexies} et de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et des Commissions centrales de gestion des emplois visées à la section 1 du chapitre II.

A cette fin, les Commissions zonales d'affectation visées aux articles 14^{quater} et 14^{septies} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et les Commissions zonales de gestion des emplois visées à la section 1 du chapitre II, transmettent leurs propositions respectivement à la Commission interzonale d'affectation et aux Commissions centrales de gestion des emplois, compétentes pour le 30 juin.

Art. 3. D'initiative, à la demande du Gouvernement ou sur proposition d'une ou plusieurs commissions zonales, la Commission interzonale d'affectation de même que chaque Commission centrale de gestion des emplois, peut se réunir et proposer une modification de la liste visée à l'article 2.

Cette proposition de modification doit être motivée par des circonstances nouvelles.

Art. 4. Les propositions des commissions conformément aux articles 2 et 3 sont établies en tenant compte notamment des éléments d'appréciation suivants :

1° les statistiques fournies par l'Office national de l'Emploi, ainsi que la liste francophone des études qui préparent à une profession pour laquelle il existe une pénurie significative de main d'œuvre établie conformément à l'article 93, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et les statistiques fournies selon le cas par l'Office régional bruxellois de l'Emploi ou l'Organisme de service public en matière de Formation professionnelle et d'Emploi de la Région wallonne et de la Communauté germanophone de Belgique;

2° le nombre de membres du personnel temporaires engagés sur la base de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou et sur la base d'un titre jugé suffisant B dans l'enseignement subventionné par la Communauté française;

3° du nombre d'heures de cours non pourvues l'année scolaire précédente;

4° du nombre de membres du personnel maintenus en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge;

5° des statistiques et prévisions fournies par la Cellule de prospective pour l'emploi dans l'enseignement;

6° tout autre élément qualitatif spécifique le cas échéant à une zone.

Les informations visées aux points 2 à 5 de l'alinéa précédent sont communiquées aux commissions par fonction par les services du Gouvernement.

Les commissions zonales tiennent également compte du nombre d'emplois à pourvoir pour l'année scolaire suivante. Ces informations sont communiquées par les pouvoirs organisateurs à la demande des commissions.

CHAPITRE II. — *De la gestion des emplois*Section I^{re}. — *De l'enseignement subventionné*Sous-section I^{re}. — *De l'enseignement officiel subventionné*

Art. 5. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française une Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial.

La commission est compétente :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};

2. pour les missions visées à l'article 17, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial.

Art. 6. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française des Commissions zonales de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial.

Il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} dans chaque zone telle que définie à l'article 1^{er}, 8° du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental. Les commissions zonales sont compétentes :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};

2. pour les missions visées à l'article 17, § 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial;

3. pour la répartition des périodes d'activités de psychomotricité visées à l'article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Le Gouvernement informe les Commissions des moyens particuliers attribués aux établissements notamment en vertu de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Art. 7. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française une Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés.

La commission est compétente :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};
2. pour les missions visées :

a) à l'article 17, § 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés;

b) et à l'article 16, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné.

Art. 8. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française des Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés.

Il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} pour chaque zone définie ci-dessous :

- Zone 1: Province du Brabant-wallon et la Région de Bruxelles-capitale;
- Zone 2: Province de Hainaut;
- Zone 3: Province de Liège;
- Zone 4: Provinces de Namur et du Luxembourg.

Les commissions sont compétentes :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};
2. pour les missions visées :

a) à l'article 17, § 3, 2^o de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés,

b) et à l'article 16, § 2, 1^o de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné.

Le Gouvernement informe les Commissions des moyens particuliers attribués aux établissements notamment en vertu des articles 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Sous-section 2. — De l'enseignement libre subventionné

Art. 9. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française une Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial.

La commission est compétente :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};
2. pour les missions visées à l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995 de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial.

Art. 10. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française, des Commissions zonales de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial.

En ce qui concerne l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} dans chaque zone telle que définie à l'article 1^{er}, 8^o du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental.

En ce qui concerne l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel, il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} dont les compétences s'étendent à tous les établissements d'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné de caractère non confessionnel.

Les commissions zonales sont compétentes :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};
2. pour les missions visées à l'article 17, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial;
3. pour la répartition des périodes d'activités de psychomotricité visées à l'article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Le Gouvernement informe les Commissions des moyens particuliers attribués aux établissements notamment en vertu de l'article 8 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Art. 11. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française, une Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés.

La commission est compétente :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};
2. pour les missions visées :

a) à l'article 41, § 2 de l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995 de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés,

b) et à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionnée.

Art. 12. Il est créé, auprès du ministère de la Communauté française des Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés. En ce qui concerne l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} dans chaque zone visée à l'article 12, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés.

En ce qui concerne l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel, il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} dont les compétences s'étendent à tous les établissements d'enseignement secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libre subventionné de caractère confessionnel.

Les commissions zonales sont compétentes :

1. pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er};
2. pour les missions visées :

a) à l'article 42, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés;

b) et à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionnée.

Le Gouvernement informe les Commissions des moyens particuliers attribués aux établissements notamment en vertu des articles 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

*Sous-section 3. — De la composition et du fonctionnement
des Commissions de gestion des emplois pour l'enseignement subventionné*

A. De la composition des commissions

Art. 13. § 1^{er}. Les Commissions centrales de gestion des emplois sont composées :

1. d'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement de rang 15 au moins;
2. d'un nombre égal de représentants de pouvoirs organisateurs de l'enseignement et de représentants des organisations syndicales représentatives.

§ 2. Les Commissions zonales de gestion des emplois sont composées:

1. d'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement de rang 12 au moins;
2. d'un nombre égal de représentants de pouvoirs organisateurs de l'enseignement et de représentants des organisations syndicales représentatives.

Art. 14. § 1^{er}. La Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial visée à l'article 5 se compose, outre de son président et de son président suppléant, de 6 membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement et 6 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives.

La Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés visée à l'article 7 se compose, outre de son président et de son président suppléant, de 8 membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement et 8 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives.

§ 2. La Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial visée à l'article 9, comprend deux chambres, l'une étant compétente pour l'enseignement confessionnel, l'autre pour l'enseignement non confessionnel.

Chacune des deux chambres se compose, outre du président de la commission centrale et de son président suppléant, de 6 membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement et 6 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives.

La Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés visée à l'article 11, comprend deux chambres, l'une étant compétente pour l'enseignement confessionnel, l'autre pour l'enseignement non confessionnel.

Chacune des deux chambres se compose, outre du président de la commission centrale et de son président suppléant de 8 membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement et 8 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives.

§ 3. Le Gouvernement désigne sur proposition respectivement des Organisations syndicales et des organes représentatifs des Pouvoirs Organisateurs les membres des commissions centrales pour une durée de quatre ans renouvelable. Pour chaque membre effectif il est désigné, selon les mêmes modalités, un membre suppléant.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné cesse de faire partie de la commission. Le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 4. La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise.

Art. 15. § 1^{er}. Les commissions zonales visées aux articles 6 et 10 comprennent, outre leur président et leur président suppléant, chacune 6 membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs selon le cas de l'enseignement officiel subventionné ou de l'enseignement libre subventionné, désignés par ceux-ci et 6 membres effectifs représentant les organisations syndicales représentatives désignés par celles-ci.

§ 2. Les commissions zonales visées aux articles 8 et 12 comprennent, outre leur président et leur président suppléant, chacune 8 membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs selon le cas de l'enseignement officiel subventionné ou de l'enseignement libre subventionné, désignés par ceux-ci et 8 membres effectifs représentant les organisations syndicales représentatives désignés par celles-ci.

§ 3. Pour chaque membre effectif il est désigné, selon les mêmes modalités, deux membres suppléants.

Les membres sont désignés pour une durée de 4 ans renouvelable.

Les modalités de remplacement de ces derniers sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur des commissions.

§ 4. Le membre de la commission centrale qui est également membre de la commission zonale qui relève de cette dernière, ne participe pas à l'examen ni à la prise de décision relatifs à un dossier pour lequel il a participé à la décision au sein de ladite commission zonale.

§ 5. Chaque commission zonale est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint que le Gouvernement désigne parmi les agents des services du Gouvernement de niveau 2 au moins.

B. Du fonctionnement des commissions

Art. 16. § 1^{er}. Les commissions se réunissent à l'initiative du président.

Elles peuvent être réunies également à la demande d'une organisation syndicale ou des pouvoirs organisateurs représentés en leur sein.

§ 2. Dans le cadre de la définition de la pénurie, les commissions se réunissent conformément au chapitre 1^{er}.

§ 3. a) Dans le cadre des missions visées à l'article 6, alinéa 3, point 2 et à l'article 8, alinéa 3, point 2, le calendrier des Commissions zonales de l'enseignement officiel subventionné doit permettre, pour les membres du personnel, en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge à la date de la rentrée scolaire, ou au plus tard le 1^{er} octobre, qui n'ont pu être réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité par le pouvoir organisateur et pour lesquels les commissions zonales prennent une décision de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité, une entrée en fonction au plus tard le 1^{er} novembre.

b) Dans le cadre des missions visées à l'article 10, alinéa 3, point 2 et à l'article 12, alinéa 3, point 2, le calendrier des Commissions zonales de l'enseignement libre subventionné doit permettre, pour les membres du personnel, en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge à la date de la rentrée scolaire, ou au plus tard le 1^{er} octobre qui n'ont pu être réaffectés ou remis au travail par le pouvoir organisateur ou par l'ORCE ou l'ORCES et pour lesquels les commissions zonales prennent une décision de réaffectation ou de remise au travail, une entrée en fonction au plus tard le 1^{er} novembre.

§ 4. a) Dans le cadre des missions visées à l'article 5, alinéa 2, point 2, et à l'article 7, alinéa 2, point 2, le calendrier des Commissions centrales de l'enseignement officiel subventionné doit permettre, pour les membres du personnel visés au § 3, a), qui n'ont pu être réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité par les commissions zonales et pour lesquels les commissions centrales prennent une décision de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité, une entrée en fonction au plus tard le dernier jour ouvrable avant les vacances d'hiver.

Les commissions centrales se réunissent en outre chaque fois que l'intérêt des travaux l'exige.

b) Dans le cadre des missions visées à l'article 9, alinéa 2, point 2, et à l'article 11, alinéa 2, point 2, le calendrier des commissions centrales de l'enseignement libre subventionné doit permettre, pour les membres du personnel visés au § 3, b), qui n'ont pu être réaffectés ou remis au travail par les commissions zonales et pour lesquels les commissions centrales prennent une décision de réaffectation ou de remise au travail, une entrée en fonction au plus tard le dernier jour ouvrable avant les vacances d'hiver.

Les commissions centrales se réunissent en outre chaque fois que l'intérêt des travaux l'exige.

§ 5. Les commissions se réunissent en outre conformément à la sous-section 4.

Art. 17. Le président fixe la date et l'ordre du jour des réunions et convoque les membres effectifs soit d'initiative, soit à la demande d'une organisation syndicale ou des pouvoirs organisateurs.

Les convocations sont adressées aux membres effectifs et suppléants au moins 8 jours calendrier avant la date de la séance prévue. Tout membre effectif qui ne peut assister à une séance en avertit le président et invite lui-même son suppléant à participer à la séance.

Art. 18. § 1^{er}. Chaque commission veille à dégager un consensus dans les prises de décision.

A défaut, si des décisions doivent être soumises au vote, celles-ci sont prises à la majorité absolue des membres présents et chaque groupe - pouvoirs organisateurs, organisations syndicales - doit être représenté par la moitié au moins de ses membres. En cas de parité de voix, le Président décide.

§ 2. Le président participe à la prise de décision au consensus et en cas d'application du § 1^{er}, alinéa 2, a voix délibérative. Le secrétaire a voix consultative.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 2, le membre de la commission qui serait également membre du pouvoir organisateur concerné par un cas soumis à la commission ne participe pas au vote relatif à ce dernier.

§ 4. Si le quorum de membres de chaque groupe n'est pas atteint conformément au § 1^{er}, une nouvelle réunion de la commission se tient au plus tard dans les 8 jours.

Lors de la seconde réunion, la commission prend ses décisions au consensus. A défaut, les décisions sont prises valablement à condition qu'elles recueillent la majorité absolue des voix des membres présents quel que soit leur nombre. Le Président décide en cas de parité de voix.

Art. 19. Les membres de chaque commission doivent pouvoir consulter à l'administration les documents nécessaires à la prise de décision 3 jours ouvrables avant les réunions.

Art. 20. Le président est responsable des archives.

Art. 21. Lorsque les commissions se réunissent dans le cadre des missions visées aux articles 5, alinéa 2, point 2, 6, alinéa 3, point 2, 7, alinéa 2, point 2, 8, alinéa 3, point 2, 9, alinéa 2, point 2, 10, alinéa 3, point 2, 11, alinéa 2, point 2, et 12, alinéa 3, point 2 :

a) elles ne peuvent en aucun cas émettre de considérations d'ordre pédagogique;

b) les membres doivent disposer 3 jours ouvrables avant les réunions d'un relevé émanant du Président reprenant :

— les emplois vacants au sens des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 août 1995 et des 12 septembre 1995 précités occupés par des agents temporaires avec mention de leur ancienneté et de la durée de l'engagement ou de la désignation;

— la liste des emplois soustraits à la réaffectation en vertu des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 août 1995 et des 12 septembre 1995 précités, avec mention de l'ancienneté des membres du personnel le justifiant;

— la liste, par fonction, des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge;

c) si, au cours d'une réunion, le président constate la violation de dispositions statutaires, il en informe le Gouvernement dans les 10 jours qui peut mettre le pouvoir organisateur en demeure conformément à l'article 24, § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Art. 22. Chaque commission centrale établit son règlement d'ordre intérieur, qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement. Chaque commission centrale élabore, en collaboration avec les présidents des commissions zonales qui en relèvent, le règlement d'ordre intérieur commun de ces instances. Ce dernier est approuvé par le Gouvernement.

Art. 23. Le président de chaque commission centrale adresse annuellement, au plus tard le 30 juin un rapport annuel d'activité au Gouvernement, qui comprend notamment la liste, par fonction, des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

Art. 24. Les membres des commissions centrales ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des administrations de la Communauté française.

Sous-section 4. — *Du secrétariat des commissions centrales de gestion des emplois*

Art. 25. Chaque Commission centrale de gestion des emplois est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint que le Gouvernement désigne parmi les agents des services du Gouvernement de niveau 2 au moins.

Art. 26. § 1^{er}. Les Commissions zonales de gestion des emplois communiquent au secrétariat de la commission centrale compétente, dès la fin de leurs travaux relatifs aux missions visées aux articles 6, alinéa 3, point 2, 8, alinéa 3, point 2, 10, alinéa 3, point 2 et 12, alinéa 3, point 2:

1. la liste par fonction des membres du personnel mis en disponibilité ou en perte partielle de charge qu'elles n'ont pas pu, selon le cas, réaffecter, rappeler provisoirement à l'activité ou remettre au travail;

2. la liste par fonction des emplois vacants qu'elles n'ont pu selon le cas attribuer en réaffectation, en rappel provisoire à l'activité ou en remise au travail.

§ 2. Une fois les missions visées aux articles 5, alinéa 2, point 2, 7, alinéa 2, point 2, 9, alinéa 2, point 2, et 11, alinéa 2, point 2, terminées au sein des commissions centrales, le secrétaire de chacune d'elle établit :

1. la liste par fonction des membres du personnel mis en disponibilité ou en perte partielle de charge qu'elles n'ont pas pu selon le cas, réaffecter, rappeler provisoirement à l'activité ou remettre au travail;

2. la liste par fonction des emplois vacants qu'elles n'ont pu attribuer, selon le cas, en réaffectation, en rappel provisoire à l'activité ou en remise au travail.

Art. 27. Lorsqu'un pouvoir organisateur dispose d'un emploi vacant, ou temporairement vacant pour une durée de 15 semaines au moins, et que cet emploi ne peut être attribué par réaffectation, rappel provisoire à l'activité ou remise au travail à aucun membre du personnel soit par le pouvoir organisateur, soit dans l'enseignement libre subventionné par l'ORCE ou l'ORCES, avant toute désignation à titre temporaire, le pouvoir organisateur interroge, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le secrétaire de la commission centrale compétente.

Le secrétaire consulte la liste visée à l'article précédent et communique sans délai au Président de la commission centrale compétente, le nom de la personne qui doit, le cas échéant être réaffectée, rappelée provisoirement à l'activité ou remise au travail conformément aux dispositions des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 août 1995 et des 12 septembre 1995 précités.

Art. 28. Dans l'attente de la décision prise en application de l'article 30, le Président de la commission centrale compétente procède provisoirement à la réaffectation, au rappel provisoire à l'activité ou à la remise au travail du membre du personnel concerné.

Art. 29. § 1^{er}. Le membre du personnel peut refuser l'emploi qui lui est proposé aux mêmes conditions que celles prévues dans les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 août 1995 et des 12 septembre 1995 précités. L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions.

§ 2. Si le pouvoir organisateur a des arguments statutaires à objecter par rapport à la décision du Président, il peut introduire un recours motivé contre cette dernière. Dans ce cas, le membre du personnel désigné par le Président ne prend pas ses fonctions. Dans l'attente de la notification de la décision visée à l'article 30, le pouvoir organisateur bénéficie de la subvention-traitement pour la désignation ou l'engagement à titre temporaire dans l'emploi considéré.

Art. 30. § 1^{er}. Dans le mois qui suit la décision du Président, la commission centrale compétente examine le dossier du membre du personnel visé à l'article 28. Si un recours a été introduit conformément à l'article 29, elle l'examine en même temps. Dans le cas d'un recours introduit par le pouvoir organisateur, la commission peut inviter le membre du personnel visé à l'article 28, préalablement prévenu du recours, à s'exprimer.

§ 2. La commission notifie sa décision au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

§ 3. Lorsque la commission centrale entérine la décision du Président, la mesure de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité ou de remise au travail devient définitive et est réputée l'être à dater de la décision du Président. Dans le cas contraire, le membre du personnel est censé avoir été réaffecté, rappelé provisoirement à l'activité ou remis au travail durant la période écoulée entre la décision du Président et celle de la commission.

Art. 31. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel qu'il recruterait ou maintiendrait en fonction contrairement aux dispositions de la présente sous-section.

Section 2. — De l'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 32. Pour ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, outre les missions qui leur sont confiées respectivement par les articles 14ter, 14quater, 14sexies et 14septies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, les Commissions interzonales d'affectation et les Commissions zonales d'affectation, sont compétentes, pour faire des propositions en matière de définition de la pénurie conformément au chapitre 1^{er}.

Art. 33. Les Commissions interzonales d'affectation et les Commissions zonales d'affectation visées respectivement aux articles 14ter, 14quater, 14sexies et 14septies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, se réunissent, outre pour les missions qui leur sont confiées par ce dernier, conformément à l'article 36.

Art. 34. Le président de chacune des Commissions interzonales d'affectation adresse annuellement, au plus tard le 30 juin un rapport annuel d'activité au Gouvernement, qui comprend notamment la liste, par fonction, des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

Art. 35. Les Commissions interzonales d'affectation et les Commissions zonales d'affectation visées respectivement aux articles 14ter, 14quater, 14sexies et 14septies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont chacune assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint que le Gouvernement désigne parmi les agents des services du Gouvernement de niveau 2 au moins.

Art. 36. § 1^{er}. Dès la fin de leurs missions visées aux articles 14quater, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o et 14septies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, les Commissions zonales d'affectation communiquent au secrétariat de la commission interzonale compétente :

1. la liste par fonction des membres du personnel mis en disponibilité pour lesquels elles n'ont pas pu faire de proposition, selon le cas, de réaffectation, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée ou de rappel provisoire à l'activité de service;

2. la liste des membres du personnel en perte partielle de charge pour lesquels elles n'ont pas pu faire de proposition de compensation des heures perdues;

3. la liste par fonction des emplois vacants pour lesquels elles n'ont pu faire de proposition, selon le cas, de réaffectation, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, ou de compensation des heures perdues.

§ 2. Une fois les travaux des Commissions interzonales d'affectation terminés à propos des missions visées aux articles 14ter, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o et 4^o et 14sexies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, le secrétaire de chacune d'elle établit :

1. la liste par fonction des membres du personnel mis en disponibilité pour lesquels elles n'ont pas pu faire de proposition, selon le cas, de réaffectation, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée ou de rappel provisoire à l'activité de service;

2. la liste des membres du personnel en perte partielle de charge pour lesquels elles n'ont pas pu faire de proposition de compensation des heures perdues;

3. la liste par fonction des emplois vacants pour lesquels elles n'ont pu faire de proposition, selon le cas, de réaffectation, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, ou de compensation des heures perdues. Ces listes sont transmises au Gouvernement.

Art. 37. Avant toute désignation à titre temporaire dans un emploi vacant, ou non vacant, le Gouvernement attribue ce dernier, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, selon le cas :

— par rappel provisoire à l'activité de service, rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée ou réaffectation à un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi;

— par complément de charge, complément d'attributions, complément d'horaire, à un membre du personnel en perte partielle de charge;

— par complément de prestations au membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui en a fait la demande conformément à l'article 45, § 2bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Section 3. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 38. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'article 14ter, § 3 l'alinéa 2 est supprimé;

b) Dans l'article 14quater, est inséré un § 1^{er}ter libellé comme suit :

« § 1^{er}ter. Le Gouvernement informe les Commissions des moyens particuliers attribués aux établissements notamment en vertu des articles 8, 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives. »

c) Dans l'article 14quater, § 2, est inséré un alinéa 6 nouveau libellé comme suit :

« Pour ce qui concerne les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, la composition de la commission zonale garantit la représentation des différents niveaux d'enseignement concernés. »

d) Dans l'article 14quater, § 3, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 39. Dans l'article 111bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 2, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

b) au § 5, les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois ».

Art. 40. Dans l'article 101^{quater} du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 2, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

b) au § 5, les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois ».

Art. 41. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'article 4, § 4, les termes « Commission régionale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission zonale de gestion des emplois ».

b) Dans l'article 5, 8°, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois ».

c) Dans l'article 13 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »

2° au § 4, alinéa 3, 3^e tiret, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois ».

d) Dans l'article 15, § 2 les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

e) Dans l'article 16 sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, 2° le point 2° est remplacé comme suit : « 2° par les commissions zonales et centrale de gestion des emplois »;

2° au § 4, alinéa 1^{er}, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

f) Dans l'article 17 sont apportées les modifications suivantes :

1° les deux premiers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les organes de réaffectation visés au présent chapitre sont la Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial et les Commissions zonales de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial créées par les articles 5 et 6 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. »

2° au § 1^{er}, les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois » et les termes « Commissions régionales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

3° au § 2, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les termes « Commissions régionales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

b) les alinéas 3 à 7 sont abrogés;

g) Dans l'article 18 sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 2, les termes « Commission de réaffectation régionale » sont remplacés par les termes « Commission zonale de gestion des emplois »;

b) au § 3, les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois ».

Art. 42. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'article 2, § 4, alinéa 4, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

b) Dans l'article 4, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

c) Dans l'article 11 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

2° au § 4, alinéa 2, 3^e tiret, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

d) Dans l'article 15, § 3 les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

e) Dans l'article 16, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1^{er} et 2, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

2° à l'alinéa 3, les termes « Commissions zonales et centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales et centrale de gestion des emplois »;

f) Dans l'article 17 sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'organe de réaffectation visé au § 2 est la Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés créée par l'article 7 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. »

2° au § 2, sont apportées les modifications suivantes :

1) les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois;

2) au point 2°, les termes « Commissions zonales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois;

3) il est inséré un point 7° libellé comme suit :

4) « 7° de traiter les dossiers des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné qui restent soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné. »

3° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. 1° Les organes de réaffectation visés au 2° sont les Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés créées par l'article 8 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française »

2° Les Commissions zonales de gestion des emplois ont pour mission :

— de procéder aux réaffectations externes des membres du personnel mis en disponibilité dans tout établissement situé au sein de la zone;

— de rappeler provisoirement en service les membres du personnel en disponibilité, selon les règles énoncées à l'article 12. »

g) Dans l'article 19, alinéa 2 les termes « Commissions zonales ou centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales ou centrale de gestion des emplois ».

Art. 43. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'article 4, § 4, les termes « Commission régionale d'affectation » sont remplacés par les termes « Commission zonale de gestion des emplois »;

b) Dans l'article 5, § 1^{er}, 8°, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

c) Dans l'article 13, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

2° au § 3,4, les termes « Commission de réaffectation centrale » sont remplacés par les termes « Commissions centrale de gestion des emplois »;

d) Dans l'article 15, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

2° au § 3, les termes « Commissions régionales et centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales et centrale de gestion des emplois »;

e) Dans l'article 16, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, deuxième tiret, les termes « Commissions régionale ou centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonale ou centrale de gestion des emplois »;

2° au § 4, alinéa 1^{er}, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

f) Dans l'article 17, sont apportées les modifications suivantes :

1° les deux premiers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les organes de réaffectation visés au présent chapitre sont la Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial et les Commissions zonales gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial créées par les articles 9 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française »;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois »;

3° au § 1^{er}, 1°, c), les termes « Commissions régionales de réaffectation dans l'enseignement ordinaire » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

4° au § 1^{er}, 3°, les termes « Commissions régionales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

5° au § 2, alinéa 1^{er}, les termes « Commissions régionales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

6° au § 2 les alinéas 3 à 7 sont abrogés.

g) Dans l'article 18, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les termes « Commission de réaffectation régionale » sont remplacés par les termes « Commission zonale de gestion des emplois »;

2° au § 3, les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de réaffectation ».

Art. 44. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés, sont apportées les modifications suivantes :

a) A l'article 8, les termes « Commission zonale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission zonale de gestion des emplois »;

b) A l'article 12, § 5, les termes « les Commissions zonales et la Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « les Commissions zonales et la Commission centrale de gestion des emplois »;

c) A l'article 15, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

2° au § 3, 4°, les termes « Commission de réaffectation centrale » sont remplacés par les termes « commission centrale de gestion des emplois »;

d) A l'article 39, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

2° au § 3, les termes « Commissions zonales et centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales et centrale de gestion des emplois »;

e) A l'article 40, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 1^{er} tiret, les termes « Commissions zonales et centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales et centrale de gestion des emplois »;

2° au § 4, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

f) A l'article 41, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'organe de réaffectation visé au § 2 est la Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire, ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés, créée par l'article 11 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française »;

2° au § 2, les termes « Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois »;

3° au § 2, 1°, les termes « Commissions zonales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

4° le § 2, est complété d'un point 6° libellé comme suit :

« 6° de traiter les dossiers des membres du personnel de l'enseignement libre subventionné qui restent soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné. »;

g) A l'article 42, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les organes de réaffectation visés au § 2 sont les Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés, créées par l'article 12 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française »;

2° au § 2 :

1. dans l'alinéa 1^{er} les termes « Commissions zonales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

2. les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

h) A l'article 43, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois ».

Art. 45. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'article 4, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

b) Dans l'article 11 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

2° au § 4, alinéa 3, 3^e tiret, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

c) Dans l'article 14, § 3, alinéa 1^{er}, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

d) Dans l'article 15 les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

e) Dans l'article 16 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} :

1. les termes « La Commission centrale » jusqu'aux termes « est chargée : », sont remplacés par les termes « La Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés créée par l'article 7 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, est chargée : »;

2. au point 1°, les termes « Commissions zonales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. 1° Les organes de réaffectation visés au présent paragraphe sont les Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés créées par l'article 8 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

2° Les Commissions zonales de gestion des emplois ont pour mission:

— de procéder aux réaffectations externes des membres du personnel mis en disponibilité dans tout établissement situé au sein de la zone;

— de rappeler provisoirement en service les membres du personnel en disponibilité selon les règles énoncées à l'article 12, §§ 1 à 3.

« f) Dans l'article 17, alinéa 2, les termes « Commissions zonales ou centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales ou centrale de gestion des emplois ».

Art. 46. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'article 6, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

b) Dans l'article 10, § 4, les termes « Commissions zonales et la Commission centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales et la Commission centrale de gestion des emplois »;

c) Dans l'article 12, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

2° au § 3, 4°, les termes « Commission de réaffectation centrale » sont remplacés par les termes « Commission centrale de gestion des emplois »;

d) Dans l'article 16, § 2 les termes « Commissions de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions de gestion des emplois »;

e) Dans l'article 17, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 1°, les termes « Commissions zonales ou centrale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales ou centrale de gestion des emplois »;

2° au § 4, les termes « Commission de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission de gestion des emplois »;

f) Dans l'article 18, sont apportées les modifications suivantes :

1. les termes « La Commission centrale » jusqu'aux termes « a pour mission : », sont remplacés par les termes « La Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire, ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés, créée par l'article 11 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, est chargée : »;

2. au 1°, les termes « Commissions zonales de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois »;

g) Dans l'article 19 sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er} les termes, les termes « Les Commissions zonales » jusqu'aux termes « ont pour mission: », sont remplacés par les termes « Les Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés, créées par l'article 12 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ont pour mission »;

2° Au § 2, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 47. Dans l'article 3^{ter}, § 3, alinéa 3, b), du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, inséré par le décret du 3 juillet 2003 introduisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire, les termes « Commissions régionales de réaffectation visées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 instituant des Commissions régionales de réaffectation des membres du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire subventionné » sont remplacés par les termes « Commissions zonales de gestion des emplois respectivement créées par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

Art. 48. Dans l'article 9bis, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} octobre 1998 appliquant l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, inséré par le décret du 19 décembre 2002, les termes « Commission régionale de réaffectation » sont remplacés par les termes « Commission zonale de gestion des emplois ».

Art. 49. Sont abrogés :

— L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 instituant des Commissions régionales de réaffectation des membres du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire subventionné.

— L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1996 portant nomination des membres de la Commission centrale de réaffectation pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés.

— L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 1996 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la Commission centrale de réaffectation pour les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés.

— L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 avril 2002 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la Commission centrale de réaffectation pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial.

— L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 avril 2002 portant nomination des membres de la Commission centrale de réaffectation pour l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial.

— L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2002 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la Commission centrale de réaffectation pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial.

— L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2002 portant nomination des membres de la Commission centrale de réaffectation pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial.

CHAPITRE III. — *De la commission des « Titres jugés suffisants du groupe B »*

Art. 50. Dans l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, modifié par le décret du 27 mars 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, 3^o, les termes « sur avis de la commission créée en vertu des dispositions du § 4 du présent article » sont remplacés par les termes : « sur avis, selon le cas, de la commission créée en vertu des dispositions du § 4 du présent article ou des services du Gouvernement »;

2) au § 2, *b*), les termes « de la commission » sont remplacés par les termes « des services du Gouvernement »;

3) au § 2, *c*), les termes « 14 semaines » sont remplacés par les termes « 15 semaines. Cette durée maximum de 15 semaines peut être prolongée jusqu'à 17 semaines en cas de grossesse multiple. »;

4) au § 4, alinéa 1^{er}, les termes « à propos du recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A » sont remplacés par les termes : « dans le cadre du § 5 du présent article »;

5) le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Le ministre prend décision sur le recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A :

1° sur avis des services du Gouvernement :

a) pour les porteurs de titres jugés suffisants du groupe B;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre qui serait classé comme titre requis ou comme titre jugé suffisant du groupe A ou du groupe B, si la condition d'expérience utile était remplie;

2° sur avis de la commission créée au § 4 :

a) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, tous titres autres que ceux repris au chapitre II;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger, ayant été reconnu partiellement équivalent, selon le cas, par le Gouvernement en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou par les autorités compétentes d'une université en application de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, à un diplôme délivré en Communauté française;

c) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger non encore, selon le cas, reconnu équivalent ou reconnu professionnellement, à condition que l'intéressé produise la preuve qu'il en a sollicité :

— soit l'équivalence académique auprès des services du Gouvernement ou des autorités compétentes d'une université selon le cas;

— soit la reconnaissance professionnelle auprès des services du Gouvernement en application des articles 3, alinéas 3 et 4, *4bis*, *4ter* et *4quater* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. »

6) Dans le § 6, alinéa 1^{er}, les termes « de la commission prévue au § 4 » sont remplacés par les termes « selon le cas, des services du Gouvernement ou de la commission prévue au § 4 ».

7) Le § 6, est complété d'un alinéa libellé comme suit :

« L'alinéa 2 ne s'applique pas aux hypothèses visées au § 5, 2^o, *c*) ».

8) Il est ajouté un § 7, libellé comme suit :

« § 7. Les services du Gouvernement ou la commission prévue au § 6, selon le cas, doivent donner leur avis sur les cas qui leurs sont présentés dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le ministre peut considérer que cet avis a été donné. »

Art. 51. Dans l'article 6 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année post-secondaire psycho-pédagogique, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1976 et du 21 juin 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, 1^o, *c*), alinéa 1^{er}, les termes « sur avis de la commission créée en vertu des dispositions du § 3 du présent article » sont remplacés par les termes : « sur avis, selon le cas, de la commission créée en vertu des dispositions du § 3 du présent article ou des services du Gouvernement »;

2) au § 1^{er}, 2^o, *b*), alinéa 2, les termes « de la commission » sont remplacés par les termes « des services du Gouvernement »;

3) au § 1^{er}, 2°, c), les termes « 14 semaines » sont remplacés par les termes « 15 semaines. Cette durée maximum de 15 semaines peut être prolongée jusqu'à 17 semaines en cas de grossesse multiple. ».

4) au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « à propos du recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A » sont remplacés par les termes : « dans le cadre du § 4 du présent article »;

5) le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le ministre prend décision sur le recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A :

1° sur avis des services du Gouvernement :

a) pour les porteurs de titres jugés suffisants du groupe B;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre qui serait classé comme titre requis ou comme titre jugé suffisant du groupe A ou du groupe B, si la condition d'expérience utile était remplie;

2° sur avis de la commission créée au § 3 :

a) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, tous titres autres que ceux repris au chapitre II, section I;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger, ayant été reconnu partiellement équivalent, selon le cas, par le Gouvernement en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou par les autorités compétentes d'une université en application de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, à un diplôme délivré en Communauté française;

c) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger non encore, selon le cas, reconnu équivalent ou reconnu professionnellement, à condition que l'intéressé produise la preuve qu'il en a sollicité :

— soit l'équivalence académique auprès des services du Gouvernement ou des autorités compétentes d'une université selon le cas;

— soit la reconnaissance professionnelle auprès des services du Gouvernement en application des articles 3, alinéas 3 et 4, 4bis, 4ter et 4quater de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. ».

6) Dans le § 5, alinéa 1^{er}, les termes « de la commission prévue au § 3 » sont remplacés par les termes « selon le cas, des services du Gouvernement ou de la commission prévue au § 3 ».

7) Le § 5 est complété d'un alinéa libellé comme suit : « L'alinéa 2 ne s'applique pas aux hypothèses visées au § 4, 2°, c) ».

8) Le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Les services du Gouvernement ou la commission prévue au § 3, selon le cas, doivent donner leur avis sur les cas qui leurs sont présentés dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le ministre peut considérer que cet avis a été donné. »

Art. 52. Dans l'article 6 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1976 et du 21 juin 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, 1°, c), alinéa 1^{er}, les termes « sur avis de la commission créée en vertu des dispositions du § 3 du présent article » sont remplacés par les termes : « sur avis, selon le cas, de la commission créée en vertu des dispositions du § 3 du présent article ou des services du Gouvernement »;

2) au § 1^{er}, 2°, b), alinéa 2, les termes « de la commission » sont remplacés par les termes « des services du Gouvernement »;

3) au § 1^{er}, 2°, c), les termes « 14 semaines » sont remplacés par les termes « 15 semaines. Cette durée maximum de 15 semaines peut être prolongée jusqu'à 17 semaines en cas de grossesse multiple. »;

4) au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « à propos du recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A » sont remplacés par les termes : « dans le cadre du § 4 du présent article »;

5) le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le ministre prend décision sur le recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A :

1° sur avis des services du Gouvernement :

a) pour les porteurs de titres jugés suffisants du groupe B;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre qui serait classé comme titre requis ou comme titre jugé suffisant du groupe A ou du groupe B, si la condition d'expérience utile était remplie;

2° sur avis de la commission créée au § 3 :

a) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, tous titres autres que ceux repris au chapitre II, section I;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger, ayant été reconnu partiellement équivalent, selon le cas, par le Gouvernement en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou par les autorités compétentes d'une université en application de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, à un diplôme délivré en Communauté française;

c) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger non encore, selon le cas, reconnu équivalent ou reconnu professionnellement, à condition que l'intéressé produise la preuve qu'il en a sollicité :

— soit l'équivalence académique auprès des services du Gouvernement ou des autorités compétentes d'une université selon le cas;

— soit la reconnaissance professionnelle auprès des services du Gouvernement en application des articles 3, alinéas 3 et 4, 4bis, 4ter et 4quater de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel

paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. »;

3° dans le § 5, alinéa 1^{er}, les termes « de la commission prévue au § 3 » sont remplacés par les termes « selon le cas, des services du Gouvernement ou de la commission prévue au § 3 »;

4° le § 5, est complété d'un alinéa libellé comme suit :

« L'alinéa 2 ne s'applique pas aux hypothèses visées au § 4, 2°, c) »;

5° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Les services du Gouvernement ou la commission prévue au § 3, selon le cas, doivent donner leur avis sur les cas qui leurs sont présentés dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le ministre peut considérer que cet avis a été donné. ».

Art. 53. Dans l'article 6 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements d'enseignement subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1976 et du 21 juin 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, 1°, c), alinéa 1^{er}, les termes « sur avis de la commission créée en vertu des dispositions du § 3 du présent article » sont remplacés par les termes : « sur avis, selon le cas, de la commission créée en vertu des dispositions du § 3 du présent article ou des services du Gouvernement »;

2) au § 1^{er}, 2°, b), alinéa 2, les termes « de la commission » sont remplacés par les termes « des services du Gouvernement »;

3) au § 1^{er}, 2°, c), les termes « 14 semaines » sont remplacés par les termes « 15 semaines dans l'enseignement de plein exercice ou pour un emploi n'excédant pas 37 % d'une charge complète dans l'enseignement de promotion sociale. Cette durée maximum de 15 semaines peut être prolongée jusqu'à 17 semaines en cas de grossesse multiple. »;

4) au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « à propos du recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A » sont remplacés par les termes : « dans le cadre du § 4 du présent article »;

5) le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le ministre prend décision sur le recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A :

1° sur avis des services du Gouvernement :

a) pour les porteurs de titres jugés suffisants du groupe B;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre qui serait classé comme titre requis ou comme titre jugé suffisant du groupe A ou du groupe B, si la condition d'expérience utile était remplie.

2° sur avis de la commission créée au § 3 :

a) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, tous titres autres que ceux repris au chapitre II, section I;

b) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger, ayant été reconnu partiellement équivalent, selon le cas, par le Gouvernement en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou par les autorités compétentes d'une université en application de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, à un diplôme délivré en Communauté française;

c) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger non encore, selon le cas, reconnu équivalent ou reconnu professionnellement, à condition que l'intéressé produise la preuve qu'il en a sollicité :

— soit l'équivalence académique auprès des services du Gouvernement ou des autorités compétentes d'une université selon le cas;

— soit la reconnaissance professionnelle auprès des services du Gouvernement en application des articles 3, alinéas 3 et 4, 4bis, 4ter et 4quater de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. »;

d) dans le § 6, alinéa 1^{er}, les termes « de la commission prévue au § 3 » sont remplacés par les termes « selon le cas, des services du Gouvernement ou de la commission prévue au § 3 »;

e) le § 6 est complété d'un alinéa libellé comme suit : « L'alinéa 2 ne s'applique pas aux hypothèses visées au § 4, 2°, c) ».

f) Le § 7 est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Les services du Gouvernement ou la commission prévue au § 3, selon le cas, doivent donner leur avis sur les cas qui leurs sont présentés dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le ministre peut considérer que cet avis a été donné. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 54. Pour l'année scolaire 2003/2004, les compétences visées aux articles 2 et 3 du présent décret sont exercées par les commissions régionales, zonales et centrales de réaffectation visées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 précité, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précités et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précités.

Art. 55. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception du chapitre II qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 514-1. — Amendements de commission, n° 514-2. — Rapport, n° 514-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 5 mai 2004.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2262

[C — 2004/29221]

12 MEI 2004. — Decreet betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Vaststelling van de schaarste

Artikel 1. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op het voltijds gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs, het deeltijds onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. Met « vaststelling van de schaarste » wordt bedoeld : de bepaling door de Regering van de functies die door de schaarste worden getroffen, overeenkomstig dit hoofdstuk.

Art. 2. Voor het volgende schooljaar bepaalt de Regering ten laatste op 31 december van het voorafgaande jaar de lijst van de functies die in de hele Franse Gemeenschap of in een of meer geografische zone(s) door de schaarste worden getroffen.

Geografische zones zijn territoriale entiteiten waarvoor de in hoofdstuk II bedoelde commissies bevoegd zijn.

Om de in alinea 1 bedoelde lijst op te stellen ontvangt de Regering ten laatste op 1 november de voorstellen van de interzonale affectatiecommissies bedoeld in de artikelen 14^{ter} en 14^{sexies} en van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en van de Centrale Commissies voor personeelsbeheer bedoeld in sectie 1 van hoofdstuk II.

Met dat doel overhandigen de zonale affectatiecommissies bedoeld in artikel 14^{quater} en 14^{septies} van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 en de zonale commissies voor personeelsbeheer bedoeld in sectie 1 van hoofdstuk II, vóór 30 juni hun voorstellen respectievelijk aan de bevoegde Interzonale Affectatiecommissie en de centrale commissies voor personeelsbeheer.

Art. 3. De Interzonale Affectatiecommissie evenals elke centrale commissie voor personeelsbeheer mag op eigen initiatief, op verzoek van de Regering of op voorstel van een of meerdere zonale commissies bijeenkomen en een wijziging van de in artikel 2 bedoelde lijst voorstellen.

Dit voorstel tot wijziging moet door nieuwe omstandigheden ingegeven zijn.

Art. 4. De voorstellen van de commissies overeenkomstig de artikelen 2 en 3 worden opgesteld rekening houdend met de volgende toetsingselementen :

1. de statistieken van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, evenals de Franstalige lijst van de studies die voorbereiden op een beroep waarvoor een aanzienlijke schaarste heerst in overeenstemming met artikel 93, § 1, 6 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en de statistieken, naargelang het geval geleverd door de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling of de openbare dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling van het Waals Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap van België;

2. het aantal tijdelijke personeelsleden aangeworven op basis van artikel 20 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of / en op basis van een voldoende geacht B-bekwaamheidsbewijs in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs;

3. het aantal lessen dat tijdens het vorige schooljaar niet kon doorgaan;

4. het aantal ter beschikking gestelde personeelsleden wegens ontstentenis van betrekking of personeelsleden met gedeeltelijk opdrachtverlies;

5. de statistieken en prognoses verstrekt door de tewerkstellingscel van het onderwijs;

6. eventueel elk ander specifiek kwalitatief element eigen aan een zone.

De in punt 2 tot 5 van de vorige alinea bedoelde informatie wordt de commissies per functie door de diensten van de regering overgemaakt.

De zonale commissies houden eveneens rekening met het aantal banen dat voor het volgende schooljaar dient voorzien te worden. De inrichtende machten verstrekken deze informatie op verzoek van de commissies.

HOOFDSTUK II. — *Personeelsbeheer*

Sectie 1. — Gesubsidieerd onderwijs

Subsectie 1. — Het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 5. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs opgericht.

De commissie is bevoegd voor :

1. het indienen van voorstellen over de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I;

2. de opdrachten bedoeld in artikel 17, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.

Art. 6. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden zonale commissies voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs opgericht.

Overeenkomstig alinea 1 wordt in elke zone een zonale commissie opgericht, zoals bepaald in artikel 1, 8 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen.

De zonale commissies zijn bevoegd voor :

1. het indienen van voorstellen over de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I;

2. de opdrachten bedoeld in artikel 17, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.

3. de verdeling van de activiteitsperiodes psychomotoriek bedoeld in artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de inrichting van het kleuter- en basisonderwijs en tot wijziging van de reglementering van het onderwijs.

De Regering informeert de commissies over de bijzondere middelen die de instellingen worden toegekend krachtens artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 betreffende gelijke kansen tot sociale emancipatie voor alle leerlingen, met name door invoering van positieve discriminatie.

Art. 7. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De commissie is bevoegd voor :

1. het indienen van voorstellen met betrekking tot de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I;

2. de opdrachten bedoeld door :

a) artikel 17, § 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende de reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs.

b) en artikel 16, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie.

Art. 8. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden zonale commissies voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

Voor elke onderstaande zone wordt een zonale commissie opgericht overeenkomstig alinea 1 :

— Zone 1 : provincie Waals-Brabant en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— Zone 2 : provincie Henegouwen;

— Zone 3 : provincie Luik;

— Zone 4 : provincie Namen en Luxemburg.

De commissies zijn bevoegd voor :

c) artikel 17, § 3, 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs.

d) en artikel 16, § 2, 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie.

De Regering informeert de commissies over de bijzondere middelen die de instellingen worden toegekend krachtens artikel 11 en 12 van het decreet van 30 juni 1998 betreffende gelijke kansen tot sociale emancipatie voor alle leerlingen, met name door invoering van positieve discriminatie.

Subsectie 2. — Het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 9. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs opgericht.

De commissie is bevoegd voor :

1. het indienen van voorstellen met betrekking tot de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I;
2. de opdrachten bedoeld in artikel 17, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.

Art. 10. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden zonale commissies voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs opgericht.

Wat het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs betreft wordt in elke zone een zonale commissie opgericht overeenkomstig alinea 1, zoals bepaald in artikel 1, 8 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen.

Wat het gesubsidieerd vrij niet-confessioneel onderwijs betreft wordt een zonale commissie opgericht overeenkomstig alinea 1, waarvan de bevoegdheid alle gesubsidieerde vrije instellingen van voorschools onderwijs en alle instellingen van het basisonderwijs met een niet-confessioneel karakter bestrijkt.

De zonale commissies zijn bevoegd voor :

4. het indienen van voorstellen met betrekking tot de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I;
5. de opdrachten bedoeld in artikel 17, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.
6. de verdeling van de activiteitsperiodes psychomotoriek bedoeld in artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de inrichting van het kleuter- en basisonderwijs en tot wijziging van de reglementering van het onderwijs.

De Regering informeert de commissies over de bijzondere middelen die de instellingen worden toegekend krachtens artikel 8 van het decreet van 30 juni 1998 betreffende gelijke kansen tot sociale emancipatie voor alle leerlingen, met name door invoering van positieve discriminatie.

Art. 11. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De commissie is bevoegd voor :

1. het indienen van voorstellen met betrekking tot de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I;
2. de volgende opdrachten :
 - a) artikel 41, § 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs.
 - b) en artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie.

Art. 12. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden zonale commissies voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

Wat het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs betreft wordt overeenkomstig alinea 1 in elke zone een zonale commissie opgericht, bedoeld in artikel 12, § 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs.

Wat het gesubsidieerd vrij niet-confessioneel onderwijs betreft wordt overeenkomstig alinea 1 een zonale commissie opgericht, waarvan de bevoegdheid alle instellingen voor gewoon en buitengewoon onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, secundair kunstonderwijs van het gesubsidieerd vrij niet-confessioneel onderwijs bestrijkt.

De zonale commissies zijn bevoegd voor :

3. het indienen van voorstellen met betrekking tot de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I;
4. de volgende opdrachten :

a) artikel 42, § 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs.

b) en artikel 19 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeldtoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie.

De Regering informeert de commissies over de bijzondere middelen die de instellingen worden toegekend krachtens artikel 11 en 12 van het decreet van 30 juni 1998 betreffende gelijke kansen tot sociale emancipatie voor alle leerlingen, met name door invoering van positieve discriminatie.

*Subsectie 3. — Samenstelling en werking van de Commissies
voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd onderwijs*

A. Samenstelling van de commissies

Art. 13. § 1. De Centrale Commissies voor personeelsbeheer bestaan uit :

1. een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter aangeduid door de Regering, gerekruteerd uit ambtenaren van de diensten van de Regering van minstens rang 15;
2. een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het onderwijs en vertegenwoordigers van de representatieve vakbonden.

§ 2. De zonale commissies voor personeelsbeheer bestaan uit :

1. een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter aangeduid door de Regering, gerecruteerd uit de ambtenaren van de diensten van de Regering van minstens rang 12;
2. een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het onderwijs en vertegenwoordigers van de representatieve vakbonden.

Art. 14. § 1. De Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools onderwijs en basisonderwijs, bedoeld in artikel 5, bestaat naast de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter uit zes vaste leden die de inrichtende machten van het onderwijs vertegenwoordigen en zes vaste leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.

De Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in artikel 8, bestaat naast de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter uit acht vaste leden die de inrichtende machten van het onderwijs vertegenwoordigen en acht vaste leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.

§ 2. De Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools onderwijs en basisonderwijs, bedoeld in artikel 9, bestaat uit twee kamers, een bevoegd voor het confessioneel onderwijs, de andere voor het niet-confessioneel onderwijs.

Elke kamer bestaat naast de voorzitter van de Centrale Commissie voor personeelsbeheer en zijn plaatsvervangende voorzitter, uit zes vaste leden die de inrichtende machten van het onderwijs vertegenwoordigen, en zes vaste leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.

De Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in artikel 11, bestaat uit twee kamers, een bevoegd voor het confessioneel onderwijs, de andere bevoegd voor het niet-confessioneel onderwijs.

Elke kamer bestaat naast de voorzitter van de Centrale Commissie voor personeelsbeheer en zijn plaatsvervangende voorzitter, uit acht vaste leden die de inrichtende machten van het onderwijs vertegenwoordigen, en acht vaste leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.

§ 3. Op voorstel van respectievelijk de representatieve vakbonden en organisaties van de inrichtende machten duidt de Regering de leden van de centrale commissies aan voor een duur van vier jaar die kan verlengd worden. Voor elk vast lid wordt volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangend lid aangeduid.

Een lid dat de hoedanigheid verliest die aan de basis lag van zijn aanduiding, maakt geen deel meer uit van de commissie. De Regering duidt een nieuw lid aan en deze persoon voltooit het lopende mandaat.

Bij overlijden of ontslag in de loop van een mandaat duidt de Regering een nieuw lid aan en deze persoon voltooit het lopende mandaat.

§ 4. De aanwezigheid van technici zonder stemrecht kan toegestaan worden.

Art. 15. § 1. De in artikel 6 en 10 bedoelde zonale commissies bestaan naast de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter, uit telkens zes vaste leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en door hen aangeduid werden, naargelang het geval van het officieel gesubsidieerd onderwijs of het gesubsidieerd vrij onderwijs, en zes vaste leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen en door hen werden aangeduid.

§ 2. De in artikel 8 en 12 bedoelde zonale commissies bestaan naast de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter, uit telkens acht vaste leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en door hen aangeduid werden, naargelang het geval van het officieel gesubsidieerd onderwijs of het gesubsidieerd vrij onderwijs, en acht vaste leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen en door hen werden aangeduid.

§ 3. Voor elk vast lid worden volgens dezelfde modaliteiten twee plaatsvervangende leden aangeduid.

De leden worden aangeduid voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

De modaliteiten voor vervanging van deze laatsten zijn bepaald in het huishoudelijke reglement van de commissies.

§ 4. Het lid van de centrale Commissie dat eveneens lid is van de zonale commissie die onder deze laatste ressorteert, neemt niet deel aan het onderzoek en de beslissing over een dossier waarover hij in voornoemde zonale commissie geroepen is te beslissen.

§ 5. Elke zonale commissie wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die de Regering aanduidt uit de ambtenaren van de Regering van minstens niveau 2.

B. Werking van de commissies

Art. 16. § 1. De commissies vergaderen op initiatief van de voorzitter.

Ze kunnen eveneens bijeengeroepen worden op verzoek van een vakbond of van de inrichtende machten die in de commissie vertegenwoordigd zijn.

§ 2. In het kader van de definitie van schaarste vergaderen de commissies overeenkomstig hoofdstuk 1.

§ 3. *a)* In het kader van de in artikel 6, alinea 3, punt 2 en artikel 8, alinea 3, punt 2 bedoelde opdrachten moet de kalender van de zonale commissies van het officieel gesubsidieerd onderwijs een indienstreding op 1 november ten laatste mogelijk maken voor de personeelsleden die ter beschikking gesteld werden wegens ontstentenis van betrekking of die een deel van hun opdracht verloren op de datum van het begin van het schooljaar of ten laatste op 1 oktober, en die niet konden worden gereffecteerd of voorlopig tewerkgesteld door de inrichtende macht en waarvoor de zonale commissies een beslissing tot reffectatie of voorlopige tewerkstelling nemen.

b) In het kader van de in artikel 10, alinea 3, punt 2 en artikel 12, alinea 3, punt 2 bedoelde opdrachten moet de kalender van de zonale commissies van het gesubsidieerd vrij onderwijs een indienstreding op 1 november ten laatste mogelijk maken voor de personeelsleden die ter beschikking gesteld werden wegens ontstentenis van betrekking of die een deel van hun opdracht verloren op de datum van het begin van het schooljaar of ten laatste op 1 oktober, en die niet konden worden gereffecteerd of voorlopig tewerkgesteld door de inrichtende macht of door het ORCE of ORCES en waarvoor de zonale commissies een beslissing tot reffectatie of voorlopige tewerkstelling nemen.

§ 4. *a)* In het kader van de in artikel 5, alinea 2, punt 2 en artikel 7, alinea 2, punt 2 bedoelde opdrachten moet de kalender van de zonale commissies van het officieel gesubsidieerd onderwijs een indienstreding mogelijk maken ten laatste op de laatste werkdag voor de wintervakantie, dit voor de in § 3, *a)* bedoelde personeelsleden die de zonale commissies niet konden reffecteren of voorlopig tewerkstellen, en waarvoor de centrale commissies een beslissing tot reffectatie of voorlopige tewerkstelling nemen.

De centrale commissies vergaderen bovendien telkens wanneer dit in het belang van de werkzaamheden noodzakelijk is.

b) In het kader van de in artikel 9, alinea 2, punt 2 en artikel 11, alinea 2, punt 2 bedoelde opdrachten moet de kalender van de zonale commissies van het gesubsidieerd vrij onderwijs een indienstreding mogelijk maken ten laatste op de laatste werkdag voor de wintervakantie, dit voor de in § 3, *b)* bedoelde personeelsleden die de zonale commissies niet konden reffecteren of voorlopig tewerkstellen, en waarvoor de centrale commissies een beslissing tot reffectatie of voorlopige tewerkstelling nemen.

De centrale commissies vergaderen bovendien telkens wanneer dit in het belang van de werkzaamheden noodzakelijk is.

§ 5. De commissies vergaderen bovendien op basis van subsectie 4.

Art. 17. De voorzitter bepaalt de datum en de agenda van de vergaderingen en nodigt de vaste leden uit, ofwel op eigen initiatief ofwel op verzoek van een vakbond of van de inrichtende machten.

De uitnodigingen worden de vaste leden en plaatsvervangende leden minstens acht kalenderdagen voor de datum van de geplande vergadering toegestuurd.

Vaste leden die een vergadering niet kunnen bijwonen, verwittigen de voorzitter en verzoeken hun plaatsvervanger zelf de vergadering bij te wonen.

Art. 18. § 1. Elke commissie betracht een consensus bij de beslissingen.

Wanneer bij gebrek aan consensus over de beslissingen gestemd dient te worden, worden de beslissingen getroffen met een absolute meerderheid van de aanwezige leden. Elke groep – inrichtende machten, vakbonden – moet minstens door de helft van zijn leden vertegenwoordigd zijn. Bij staking der stemmen beslist de voorzitter.

§ 2. De voorzitter neemt deel aan de beslissingen bij consensus en heeft een beslissende stem in geval van toepassing van § 1, alinea 2. De secretaris heeft een adviserende stem.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, alinea 2 neemt het lid van de commissie dat eveneens lid zou zijn van de inrichtende macht die betrokken partij is in een zaak die de commissie wordt voorgelegd, niet deel aan de stemming over deze zaak.

§ 4. Wanneer het quorum van de leden van elke groep niet bereikt is overeenkomstig § 1, wordt ten laatste binnen 8 dagen een nieuwe vergadering van de commissie belegd.

Op de tweede vergadering neemt de commissie haar beslissingen bij consensus.

Bij gebrek aan consensus worden de beslissingen geldig getroffen mits de absolute meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden, ongeacht het aantal. Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 19. De leden van elke commissie moeten de documenten die ze voor hun beslissing nodig hebben, ten laatste 3 werkdagen vóór de vergaderingen bij de administratie kunnen raadplegen.

Art. 20. De voorzitter is verantwoordelijk voor het archief.

Art. 21. Wanneer de commissies vergaderen in het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 5, alinea 2, punt 2, 6, alinea 3, punt 2, 7, alinea 2, punt 2, 8, alinea 3, punt 2, 9, alinea 2, punt 2, 10, alinea 3, punt 2, 11, alinea 2, punt 2 en 12, alinea 3, punt 2 :

a) mogen ze zich in geen geval uitspreken over beschouwingen van pedagogische aard;

b) moeten de leden 3 werkdagen voor de vergadering beschikken over een van de voorzitter uitgaand overzicht met :

— de vacante betrekkingen in de zin van de voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 en 12 september 1995, bekleed door tijdelijken met vermelding van hun anciënniteit en de duur van hun verbintenis of aanduiding;

— de lijst van de betrekkingen onttrokken aan de reffectatie krachtens de voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 en 12 september 1995, met vermelding van de anciënniteit van de personeelsleden die dit verantwoorden;

— de lijst per functie van de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een deel van hun opdracht verloren;

c) wanneer de voorzitter tijdens een vergadering een inbreuk op de statutaire bepalingen vaststelt, moet hij binnen 10 dagen de Regering hiervan op de hoogte brengen, die de inrichtende macht in gebrek kan stellen overeenkomstig artikel 24, § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van bepaalde bepalingen van de wetgeving op het onderwijs.

Art. 22. Elke centrale commissie stelt een huishoudelijk reglement op, dat ze de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Elke centrale commissie stelt in samenwerking met de voorzitter van de zonale commissies die eronder ressorteren, het gemeenschappelijk huishoudelijk reglement van deze instanties op. De Regering keurt dit laatste goed.

Art. 23. De voorzitter van elke centrale commissie stuurt jaarlijks ten laatste op 30 juni een jaarverslag naar de Regering, dat met name de lijst per functie bevat van de ter beschikking gestelde personeelsleden wegens ontstentenis van betrekking of wegens het verlies van een deel van hun opdracht.

Art. 24. De leden van de centrale commissies hebben recht op terugbetaling van hun vervoerskosten, tegen de voorwaarden bepaald voor de leden van het personeel van de administratie van de Franse Gemeenschap.

Subsectie 4. — *Secretariaat van de centrale commissies voor personeelsbeheer*

Art. 25. Elke centrale commissie voor personeelsbeheer wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die de Regering aanduidt uit de ambtenaren van de Regering van minstens niveau 2.

Art. 26. De zonale commissies voor personeelsbeheer overhandigen het secretariaat van de bevoegde centrale commissie, onmiddellijk na de voltooiing van hun werkzaamheden met betrekking tot de opdrachten bedoeld in artikel 6, alinea 3, punt 2, 8, alinea 3, punt 2, 10, alinea 3, punt 2 en 12, alinea 3, punt 2 :

1. de lijst per functie van de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een deel van hun opdracht verloren, die ze naargelang van het geval niet konden reffecteren, voorlopig tewerkstellen of wedertewerkstellen;

2. de lijst per functie van de vacante betrekkingen die ze naargelang van het geval niet konden opvullen door reffectatie, voorlopige tewerkstelling of wedertewerkstelling.

§ 2. Zodra de opdrachten bedoeld in artikel 5, alinea 2, 7, alinea 2, punt 2, 9, alinea 2, punt 2 en 11, alinea 2, punt 2 voltooid zijn, stelt het secretariaat van elke commissie de volgende lijsten op :

1. de lijst per functie van de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een deel van hun opdracht verloren, die ze naargelang van het geval niet konden reffecteren, voorlopig tewerkstellen of wedertewerkstellen;

2. de lijst per functie van de vacante betrekkingen die ze naargelang van het geval niet konden opvullen door reffectatie, voorlopige tewerkstelling of wedertewerkstelling.

Art. 27. Wanneer een inrichtende macht over een vacante betrekking beschikt, of een voor minstens 15 weken tijdelijk vacante betrekking, en deze betrekking niet door reffectatie, voorlopige tewerkstelling of wedertewerkstelling aan lid van het personeel kan worden toegewezen, ofwel door de inrichtende macht, ofwel voor het gesubsidieerde vrij onderwijs door het ORCE of ORCES, stuurt de inrichtende macht - volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten - een aanvraag tot tijdelijke toewijzing naar de secretaris van de bevoegde centrale commissie.

De secretaris raadpleegt de in het vorig artikel bedoelde lijst en deelt de voorzitter van de bevoegde centrale commissie onverwijld de naam mee van de persoon die in voorkomend geval moet worden gereffecteerd, voorlopig tewerkgesteld of wedertewerkgesteld, overeenkomstig de bepalingen van voornoemde besluiten van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 en 12 september 1995.

Art. 28. In afwachting van de beslissing in toepassing van artikel 30 gaat de voorzitter van de bevoegde centrale commissie voorlopig over tot de reffectatie, voorlopige tewerkstelling of wedertewerkstelling van het betrokken personeelslid.

Art. 29. § 1. Het personeelslid mag de aangeboden betrekking weigeren in dezelfde voorwaarden als de voorwaarden bepaald in voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 en 12 september 1995. Het aantekenen van beroep schort de verplichting voor het personeelslid zijn functie op te nemen niet op.

§ 2. Wanneer de inrichtende macht statutaire argumenten inroept tegen de beslissing van de voorzitter, kan ze gemotiveerd beroep aantekenen tegen de beslissing van de voorzitter.

In dat geval treedt het door de voorzitter aangeduide personeelslid niet in functie.

In afwachting van de kennisgeving van de in artikel 30 bedoelde beslissing ontvangt de inrichtende macht de salaristoelage voor de tijdelijke aanduiding of aanwerving voor de betrokken betrekking.

Art. 30. § 1. In de loop van de maand na de beslissing van de voorzitter onderzoekt de bevoegde centrale commissie het dossier van het in artikel 28 bedoelde personeelslid.

Wanneer overeenkomstig artikel 29 beroep werd aangetekend onderzoekt ze tegelijk het beroep. In geval van beroep door een inrichtende macht, kan de commissie het in artikel 28 bedoelde personeelslid dat vooraf werd op de hoogte gebracht van het beroep, uitnodigen toelichting te verschaffen.

§ 2. De commissie brengt de inrichtende macht en het betrokken personeelslid op de hoogte van haar beslissing.

§ 3. Wanneer de centrale commissie de beslissing van de voorzitter bekrachtigt wordt de maatregel tot reffectatie, voorlopige tewerkstelling of wedertewerkstelling definitief en verondersteld in te gaan op de datum van de beslissing van de voorzitter. In het tegengestelde geval wordt ervan uitgegaan dat het personeelslid gereffecteerd, voorlopig tewerkgesteld of wedertewerkgesteld is tijdens de periode tussen de beslissing van de voorzitter en de beslissing van de commissie.

Art. 31. De inrichtende macht verliest de salaristoelage voor elk lid van het personeel dat ze zou aanwerven of in dienst houden tegen de bepalingen in van deze subsectie.

Sectie 2. — Onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 32. Wat het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs betreft, hebben de interzonale affectatiecommissies en zonale affectatiecommissies - naast de opdrachten toegekend door de artikelen 14*ter*, 14*quater*, 14*sexies* en 14*septies* van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 - de bevoegdheid voorstellen te doen met betrekking tot de vaststelling van de schaarste overeenkomstig hoofdstuk I.

Art. 33. De interzonale affectatiecommissies en de zonale affectatiecommissies bedoeld in respectievelijk de artikelen 14*ter*, 14*quater*, 14*sexies* en 14*septies* van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, vergaderen - buiten de door dit laatste besluit toegekende opdrachten - overeenkomstig artikel 36.

Art. 34. De voorzitter van elke interzonale affectatiecommissie stuurt elk jaar op 30 juni ten laatste een jaarverslag naar de Regering, met de lijst per functie van de personeelsleden die ter beschikking werden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van hun opdracht.

Art. 35. De interzonale affectatiecommissies en zonale affectatiecommissies bedoeld in respectievelijk artikel 14*ter*, 14*quater*, 14*sexies* en 14*septies* van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die de Regering aanduidt uit de ambtenaren van de Regering van minstens niveau 2.

Art. 36. § 1. De zonale affectatiecommissies overhandigen het secretariaat van de bevoegde interzonale commissie, onmiddellijk na de voltooiing van hun werkzaamheden met betrekking tot de opdrachten bedoeld in artikel 14*quater*, § 1, alinea 2, 1 en 14*septies* van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 :

1. de lijst per functie van de personeelsleden die ter beschikking werden gesteld, die ze naargelang van het geval niet konden reffecteren, voorlopig tewerkstellen of voor onbepaalde duur wedertewerkstellen;

2. de lijst van de personeelsleden die een deel van hun opdracht verloren waarvoor geen voorstel tot compensatie van de verloren uren kon worden gedaan;

3. de lijst per functie van de vacante betrekkingen die ze naargelang van het geval niet konden opvullen door reffectatie, voorlopige tewerkstelling of wedertewerkstelling voor onbepaalde duur.

§ 2. Zodra de opdrachten van de interzonale affectatiecommissies bedoeld in artikel 14*ter*, § 1, alinea 2, 1 en 4 en 14*sexies* van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 voltooid zijn, stelt het secretariaat van elke commissie de volgende lijsten op :

4. de lijst per functie van de personeelsleden die ter beschikking werden gesteld, die ze naargelang van het geval niet konden reffecteren, voorlopig tewerkstellen of voor onbepaalde duur wedertewerkstellen;

5. de lijst van de personeelsleden die een deel van hun opdracht verloren waarvoor geen voorstel tot compensatie van de verloren uren kon worden gedaan;

6. de lijst per functie van de vacante betrekkingen die ze naargelang van het geval niet konden opvullen door reffectatie, voorlopige tewerkstelling of wedertewerkstelling voor onbepaalde duur.

Deze lijsten worden de Regering overgemaakt.

Art. 37. Voor elke tijdelijke toewijzing van een vacante betrekking, of niet-vacante betrekking, kent de Regering deze betrekking toe overeenkomstig de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, naargelang het geval :

— door voorlopige tewerkstelling, tewerkstelling voor onbepaalde duur of reffectatie van het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeel;

— door bijkomende opdrachten, bijkomende bevoegdheden, bijkomende uren aan een personeelslid dat een deel van zijn opdracht heeft verloren;

— door bijkomende prestaties van een vast benoemd personeelslid in een betrekking met onvolledige prestaties die hiervoor een aanvraag heeft ingediend overeenkomstig artikel 45, § 2*bis* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Sectie 3. — Wijzigingen en opheffingen

Art. 38. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In artikel 14*ter*, § 3 wordt alinea 2 geschrapt;

b) In artikel 14*quater* wordt een § 1*ter* met de volgende tekst ingelast :

« § 1*ter*. De Regering brengt de commissies op de hoogte van de bijzondere middelen die toegekend worden aan de inrichtingen, met name krachtens artikel 8, 11 en 12 van het decreet van 30 juni 1998 betreffende gelijke kansen tot sociale emancipatie voor alle leerlingen, met name door middel van positieve discriminatie. »

c) In artikel 15*quater*, § 2 wordt een nieuwe alinea 6 ingelast met de volgende tekst :

« Wat de in alinea 1, 2 bedoelde personeelsleden betreft, waarborgt de samenstelling van de zonale commissie de vertegenwoordiging van de verschillende betrokken onderwijsniveaus. »

d) In artikel 14*quater*, § 3 wordt alinea 2 geschrapt.

Art. 39. In artikel 111*bis* van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde leden van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 2 worden de woorden « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

b) In § 5 worden de woorden « centrale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeleid ».

Art. 40. In artikel 101^{quater} van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 worden de woorden « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

b) in § 5 worden de woorden « Centrale Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale Commissie voor personeelsbeheer ».

Art. 41. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot vaststelling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reaffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In artikel 4, § 4 worden de woorden « Regionale Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale Commissie voor personeelsbeheer ».

b) In artikel 5, 8 wordt het woord « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer ».

c) In artikel 13 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 wordt het woord « Reaffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 4, alinea 3, derde streepje, wordt het woord « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer ».

d) In artikel 15, § 2 wordt het woord « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

e) In artikel 16 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2, 2 wordt punt 2 als volgt vervangen : « 2. door de zonale en centrale commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 4, alinea 1 wordt het woord « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

f) In artikel 17 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de eerste twee alinea's worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De in dit hoofdstuk bedoelde reaffectatieorganen zijn de Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs, opgericht door artikel 5 en 6 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs. »

2. in § 1 wordt het woord « Centrale reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer » en worden de woorden « Regionale reaffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

3. in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in alinea 1 worden de woorden « Regionale reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

b) de alinea's 3 tot 7 worden geschrapt;

g) In artikel 18 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 2 worden de woorden « Regionale reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale commissie voor personeelsbeheer »;

b) In § 3 worden de woorden « Centrale reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer ».

Art. 42. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reaffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In artikel 2, § 4, alinea 4 worden de woorden « Regionale Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer ».

b) In artikel 4 wordt het woord « Reaffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer ».

c) In artikel 11 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 wordt het woord « Reaffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 4, alinea 2, derde streepje, wordt het woord « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer ».

d) In artikel 15, § 3 wordt het woord « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

e) In artikel 16 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 en 2 wordt het woord « Reaffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

2. in § 3 worden de woorden « Zonale en centrale reaffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale en Centrale Commissies voor personeelsbeheer »;

f) In artikel 17 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het in § 2 bedoelde reffectatieorgaan is de Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, opgericht door artikel 7 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs. »

2. in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) de woorden « Centrale reffectatiecommissie » worden vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer »;

2) in punt 2 worden de woorden « Zonale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

3) er wordt een punt 7 ingelast met de volgende tekst :

4) « 7. de dossiers te behandelen van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs die onderworpen blijven aan het koninklijke besluit van 27 juli 1976 betreffende de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het gesubsidieerd onderwijs. »

3. § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De in 2. bedoelde reffectatieorganen zijn de zonale commissies voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, opgericht door artikel 7 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs. »

2. De zonale commissies voor personeelsbeheer hebben de opdracht :

— de externe reffectaties uit te voeren van ter beschikking gestelde personeelsleden in elke inrichting binnen de zone;

— de ter beschikking gestelde personeelsleden tijdelijk in een betrekking aan te stellen, volgens de regels in artikel 12 ».

g) In artikel 19, alinea 2 worden de woorden « Zonale of centrale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale of centrale commissies voor personeelsbeheer ».

Art. 43. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In artikel 4, § 4 worden de woorden « Regionale Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale Commissie voor personeelsbeheer ».

b) In artikel 5, § 1, 8 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer ».

c) In artikel 13 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 3, 4 worden de woorden « Centrale Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale Commissies voor personeelsbeheer ».

d) In artikel 15 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 3 worden de woorden « Regionale en centrale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale en centrale commissies voor personeelsbeheer »;

e) In artikel 16 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2, tweede streepje, worden de woorden « Regionale of centrale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale of centrale commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 4, alinea 1, wordt het woord « Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

In artikel 17 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. De eerste twee alinea's worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De in dit hoofdstuk bedoelde reffectatieorganen zijn de Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs, en de Zonale Commissies voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs, opgericht door artikel 9 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs. »

2. in § 1, alinea 1 worden de woorden « Centrale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer »;

3. in § 1, 1, c) worden de woorden « Regionale reffectatiecommissies in het gewoon onderwijs » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

4. in § 1, 3 worden de woorden « Regionale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

5. in § 2, alinea 1 wordt de woorden « Regionale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

6. § 2 van alinea 3 tot 7 worden geschrapt;

g) In artikel 18 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In § 2 worden de woorden « Regionale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale commissie voor personeelsbeheer »;

2. In § 3 worden de woorden « Centrale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer ».

Art. 44. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In artikel 8 worden de woorden « Zonale Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale commissie voor personeelsbeheer ».

b) In artikel 12, § 5 worden de woorden « Zonale commissies en Centrale Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale commissies en Centrale commissie voor personeelsbeheer ».

c) In artikel 15 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 3, 4 worden de woorden « Centrale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer ».

d) In artikel 39 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 3 worden de woorden « Zonale en centrale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale en Centrale Commissies voor personeelsbeheer »;

e) In artikel 40 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2, eerste streepje worden de woorden « Zonale en centrale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale en centrale commissies voor personeelsbeheer » :

2. in § 4 wordt het woord « Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

f) In artikel 41 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het in § 2 bedoelde reffectatieorgaan is de Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, opgericht door artikel 7 van het decreet van (.....). »

2. in § 2 worden de woorden « Centrale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer »;

3. in punt 2, 1 worden de woorden « Zonale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

4. § 2 wordt aangevuld met een punt 6 met de volgende tekst :

« 6. de dossiers te behandelen van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs die onderworpen blijven aan het koninklijk besluit van 27 juli 1976 betreffende de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het gesubsidieerd onderwijs. »

g) In artikel 42 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De in § 2. bedoelde reffectatieorgaan zijn de Zonale Commissies voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, opgericht door artikel 7 van het decreet van (.....). »

2. in § 2 :

1. in alinea 1 worden de woorden « Zonale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

2. de alinea's 3 en 4 worden geschrapt.

h) In artikel 43 wordt het woord « Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer ».

Art. 45. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In artikel 4 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

b) In artikel 11 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 4, alinea 3, derde streepje wordt het woord « Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

c) In artikel 14, § 3, alinea 1 wordt het woord « Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

d) In artikel 15 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

e) In artikel 16 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 :

1. de woorden « Centrale commissie » tot de woorden « is belast : » worden vervangen door de woorden « De Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, ingericht door artikel 7 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs is belast met : »;

2. in punt 1 worden de woorden « Zonale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

2. § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. 1. De in deze paragraaf bedoelde reffectatieorganen zijn de zonale commissies voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, ingericht door artikel 8 van het decreet van (.....). »

2. De zonale commissies voor personeelsbeheer hebben de volgende opdracht :

— de externe reffectaties uit te voeren van ter beschikking gestelde personeelsleden in elke inrichting binnen de zone;

— de ter beschikking gestelde personeelsleden tijdelijk in een betrekking aan te stellen, volgens de regels in artikel 12, § 1 tot 3 ».

f) In artikel 17, alinea 2 worden de woorden « Zonale of centrale reffectatiecommissies » vervangen door de termen « Zonale of centrale commissies voor personeelsbeheer ».

Art. 46. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 houdende reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtgeld in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In artikel 6 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

b) In artikel 10, § 4 worden de woorden « Zonale en centrale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale en centrale commissies voor personeelsbeheer »;

c) In artikel 12 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 3, 4 wordt het woord « Centrale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Centrale commissie voor personeelsbeheer »;

d) In artikel 16, § 2 wordt het woord « Reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Commissies voor personeelsbeheer »;

e) In artikel 17 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 2 worden de woorden « Zonale of centrale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale of centrale commissies voor personeelsbeheer »;

2. in § 4 wordt het woord « Reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Commissie voor personeelsbeheer »;

In artikel 18 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de woorden « Centrale commissie » tot de woorden « de opdracht : » worden vervangen door de woorden « De Centrale Commissie voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, ingericht door artikel 11 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs is belast met : »;

2. in punt 1 worden de woorden « Zonale reffectatiecommissies » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer »;

In artikel 19 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 worden de woorden « de zonale commissies » tot de woorden « de opdracht : » vervangen door de woorden « De zonale commissies voor personeelsbeheer voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, ingericht door artikel 12 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs is belast met : »;

2. In § 2 worden de alinea's 2 en 3 geschrapt.

Art. 47. In artikel 3ter, § 3, alinea 3, b) van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de inrichting van het gewoon kleuter- en basisonderwijs en tot wijziging van de reglementering van het onderwijs, ingelast door het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs, worden de woorden « Regionale reffectatiecommissies bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende de instelling van regionale reffectatiecommissies voor de personeelsleden van het gesubsidieerd voorschools- en basisonderwijs » vervangen door de woorden « Zonale commissies voor personeelsbeheer, respectievelijk opgericht door artikel 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs ».

Art. 48. In artikel 9bis, alinea 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1998 houdende toepassing van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de inrichting van het kleuter- en basisonderwijs en houdende wijziging van de reglementering van het onderwijs, ingelast door het decreet van 19 december 2002, worden de woorden « Regionale reffectatiecommissie » vervangen door de woorden « Zonale commissie voor personeelsbeheer ».

Art. 49. Worden geschrapt :

— Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende de oprichting van Regionale Reffectatiecommissies voor het personeel van het gesubsidieerd voorschools- en basisonderwijs.

— Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1996 houdende benoeming van de leden van de Centrale Reaffectatiecommissie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie.

— Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 1996 betreffende de samenstelling en de werkingsregels van de Centrale Reaffectatiecommissie voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie.

— Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 april 2002 betreffende de samenstelling en de werkingsregels van de Centrale reaffectatiecommissie voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.

— Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 april 2002 betreffende de benoeming van de leden van de Centrale reaffectatiecommissie voor het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.

— Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2002 betreffende de samenstelling en de werkingsregels van de Centrale Reaffectatiecommissie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.

— Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2002 betreffende de benoeming van de leden van de Centrale Reaffectatiecommissie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon voorschools- en basisonderwijs.

HOOFDSTUK III. — *Commissies voor de Voldoend geachte bekwaamheidsbewijzen van groep B*

Art. 50. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en basisonderwijs, gewijzigd door het decreet van 27 maart 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in § 1, 3 worden de woorden « op advies van de commissie opgericht in toepassing van de bepalingen van § 4 van dit artikel » vervangen door de woorden : « op advies van naargelang het geval de commissie, opgericht in toepassing van de bepalingen van § 4 van dit artikel of de diensten van de Regering »;

2) in § 2, b) worden de woorden « van de commissie » vervangen door de woorden « van de diensten van de Regering »;

3) in § 2, c) worden de woorden « 14 weken » vervangen door de woorden « 15 weken. Deze maximum duur van 15 weken kan verlengd worden tot 17 weken in geval van zwangerschap van een meerling »;

4) in § 4, alinea 1 worden de woorden « in verband met de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A » vervangen door de woorden « in het kader van § 5 van dit artikel »;

5) § 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. De minister beslist over de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A :

1. op advies van de diensten van de Regering :

a) voor houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van groep B;

b) om een bekwaamheidsbewijs dat zou geklasseerd zijn als vereist bekwaamheidsbewijs of als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A of groep B, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, wanneer de voorwaarde met betrekking tot de nuttige ervaring vervuld zou zijn;

2. op advies van de commissie opgericht in § 4 :

a) om alle andere bekwaamheidsbewijzen dan de in hoofdstuk II vermelde als voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen van groep B te beschouwen;

b) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs, gedeeltelijk gelijkwaardig erkend met een diploma afgeleverd in de Franse Gemeenschap naargelang het geval door de Regering in toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiecertificaten of door de bevoegde instanties van een universiteit in toepassing van artikel 36, alinea 4 van het decreet van 5 september 1994 betreffende de universitaire studies en academische graden, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen;

c) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs dat naargelang het geval nog niet als gelijkwaardig of professioneel erkend is, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, op voorwaarde dat de betrokkene het bewijs levert dat hij heeft aangevraagd :

— ofwel de academische gelijkwaardigheid bij de diensten van de Regering of de bevoegde instanties van een universiteit naargelang het geval;

— ofwel de professionele erkenning bij de diensten van de Regering in toepassing van artikel 3, alinea 3 en 4, *4bis*, *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de vaststelling van de vereiste bekwaamheidsbewijzen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools onderwijs, basisonderwijs, buitengewoon onderwijs, technisch onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen ».

6) In § 6, alinea 1 worden de woorden « van de commissie bepaald in § 4 » vervangen door de woorden « naargelang het geval, van de diensten van de Regering of van de commissie bepaald in § 4 ».

7) § 6 wordt vervolledigd met een alinea met de volgende tekst :

« Alinea 2 is niet van toepassing op de hypothesen in § 5, 2, c) ».

8) Er wordt een § 7 met de volgende tekst toegevoegd :

« § 7. De diensten van de Regering of de in § 6 bedoelde commissie naargelang het geval moeten binnen een termijn van één maand advies verstrekken over de hen voorgelegde gevallen. Na deze termijn mag de minister in aanmerking nemen dat dit advies werd verstrekt. »

Art. 51. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de gesubsidieerde vrije instellingen voor secundair of normaalonderwijs, inbegrepen het psycho-pedagogisch postsecundair jaar, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 17 september 1976 en 21 juni 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in § 1, 1, c) worden de woorden « op advies van de commissie opgericht in toepassing van de bepalingen van § 4 van dit artikel » vervangen door de woorden : « op advies van naargelang het geval de commissie, opgericht in toepassing van de bepalingen van § 3 van dit artikel of de diensten van de Regering »;

2) in § 1, 2, b), alinea 2 worden de woorden « van de commissie » vervangen door de woorden « van de diensten van de Regering »;

3) in § 1, 2, c) worden de woorden « 14 weken » vervangen door de woorden « 15 weken. Deze maximum duur van 15 weken kan verlengd worden tot 17 weken in geval van zwangerschap van een meerling »;

4) in § 3, alinea 1 worden de woorden « in verband met de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A » vervangen door de woorden « in het kader van § 4 van dit artikel »;

5) § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De minister beslist over de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A :

1. op advies van de diensten van de Regering :

a) voor houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van groep B;

b) om een bekwaamheidsbewijs dat zou geklasseerd zijn als vereist bekwaamheidsbewijs of als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A of groep B, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, wanneer de voorwaarde met betrekking tot de nuttige ervaring vervuld zou zijn;

2. op advies van de commissie opgericht in § 3 :

a) om alle andere bekwaamheidsbewijzen dan de in hoofdstuk II, Sectie I vermelde als voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen van groep B te beschouwen;

b) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs, gedeeltelijk gelijkwaardig erkend met een diploma afgeleverd in de Franse Gemeenschap naargelang het geval door de Regering in toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiecertificaten of door de bevoegde instanties van een universiteit in toepassing van artikel 36, alinea 4 van het decreet van 5 september 1994 betreffende de universitaire studies en academische graden, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen;

c) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs dat naargelang het geval nog niet als gelijkwaardig of professioneel erkend is, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, op voorwaarde dat de betrokkene het bewijs levert dat hij heeft aangevraagd :

— ofwel de academische gelijkwaardigheid bij de diensten van de Regering of de bevoegde instanties van een universiteit naargelang het geval;

— ofwel de professionele erkenning bij de diensten van de Regering in toepassing van artikel 3, alinea 3 en 4, *4bis*, *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de vaststelling van de vereiste bekwaamheidsbewijzen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools onderwijs, basisonderwijs, buitengewoon onderwijs, technisch onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen ».

6) In § 5, alinea 1 worden de woorden « van de commissie bepaald in § 3 » vervangen door de woorden « naargelang het geval, van de diensten van de Regering of van de commissie bepaald in § 3 ».

7) § 6 wordt vervolledigd met een alinea met de volgende tekst :

« Alinea 2 is niet van toepassing op de hypothesen in § 4, 2, c) ».

8) § 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 6. De diensten van de Regering of de in § 3 bedoelde commissie naargelang het geval moeten binnen een termijn van één maand advies verstrekken over de hen voorgelegde gevallen. Na deze termijn mag de minister in aanmerking nemen dat dit advies werd verstrekt. »

Art. 52. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de officiële gesubsidieerde instellingen voor secundair of normaalonderwijs, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 17 september 1976 en 21 juni 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in § 1, 1, c) worden de woorden « op advies van de commissie opgericht in toepassing van de bepalingen van § 3 van dit artikel » vervangen door de woorden : « op advies van naargelang het geval de commissie, opgericht in toepassing van de bepalingen van § 3 van dit artikel of de diensten van de Regering »;

2) in § 1, 2, b), alinea 2 worden de woorden « van de commissie » vervangen door de woorden « van de diensten van de Regering »;

3) in § 1, 2, c) worden de woorden « 14 weken » vervangen door de woorden « 15 weken. Deze maximum duur van 15 weken kan verlengd worden tot 17 weken in geval van zwangerschap van een meerling »;

4) in § 3, alinea 1 worden de woorden « in verband met de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A » vervangen door de woorden « in het kader van § 4 van dit artikel »;

5) § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De minister beslist over de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A :

1. op advies van de diensten van de Regering :

a) voor houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van groep B;

b) om een bekwaamheidsbewijs dat zou geklasseerd zijn als vereist bekwaamheidsbewijs of als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A of groep B, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, wanneer de voorwaarde met betrekking tot de nuttige ervaring vervuld zou zijn;

2. op advies van de commissie opgericht in § 3 :

a) om alle andere bekwaamheidsbewijzen dan de in hoofdstuk II, Sectie I vermelde als voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen van groep B te beschouwen;

b) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs, gedeeltelijk gelijkwaardig erkend met een diploma afgeleverd in de Franse Gemeenschap naargelang het geval door de Regering in toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiecificaten of door de bevoegde instanties van een universiteit in toepassing van artikel 36, alinea 4 van het decreet van 5 september 1994 betreffende de universitaire studies en academische graden, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen;

c) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs dat naargelang het geval nog niet als gelijkwaardig of professioneel erkend is, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, op voorwaarde dat de betrokkene het bewijs levert dat hij heeft aangevraagd :

— ofwel de academische gelijkwaardigheid bij de diensten van de Regering of de bevoegde instanties van een universiteit naargelang het geval;

— ofwel de professionele erkenning bij de diensten van de Regering in toepassing van artikel 3, alinea 3 en 4, *4bis*, *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de vaststelling van de vereiste bekwaamheidsbewijzen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools onderwijs, basisonderwijs, buitengewoon onderwijs, technisch onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen ».

3. In § 5, alinea 1 worden de woorden « van de commissie bepaald in § 3 » vervangen door de woorden « naargelang het geval, van de diensten van de Regering of van de commissie bepaald in § 3 ».

4. § 5 wordt vervolledigd met een alinea met de volgende tekst :

« Alinea 2 is niet van toepassing op de hypothesen in § 4, 2, c) ».

5. § 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 6. De diensten van de Regering of de in § 3 bedoelde commissie naargelang het geval moeten binnen een termijn van één maand advies verstrekken over de hen voorgelegde gevallen. Na deze termijn mag de minister in aanmerking nemen dat dit advies werd verstrekt. »

Art. 53. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de gesubsidieerde instellingen voor voltijds secundair technisch onderwijs en beroepsonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 17 september 1976 en 21 juni 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in § 1, 1, c), alinea 1 worden de woorden « op advies van de commissie opgericht in toepassing van de bepalingen van § 3 van dit artikel » vervangen door de woorden : « op advies van naargelang het geval de commissie, opgericht in toepassing van de bepalingen van § 3 van dit artikel of de diensten van de Regering »;

2) in § 1, 2, b), alinea 2 worden de woorden « van de commissie » vervangen door de woorden « van de diensten van de Regering »;

3) in § 1, 2, c) worden de woorden « 14 weken » vervangen door de woorden « 15 weken in het voltijds onderwijs of voor een betrekking die niet meer bedraagt dan 37 % van een volledige opdracht in het onderwijs voor sociale promotie. Deze maximum duur van 15 weken kan verlengd worden tot 17 weken in geval van zwangerschap van een meerling »;

4) in § 3, alinea 1 worden de woorden « in verband met de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A » vervangen door de woorden « in het kader van § 4 van dit artikel »;

5) § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De minister beslist over de aanwerving van houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen andere dan die van groep A :

1. op advies van de diensten van de Regering :

a) voor houders van voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van groep B;

b) om een bekwaamheidsbewijs dat zou geklasseerd zijn als vereist bekwaamheidsbewijs of als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A of groep B, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, wanneer de voorwaarde met betrekking tot de nuttige ervaring vervuld zou zijn;

2. op advies van de commissie opgericht in § 3 :

a) om alle andere bekwaamheidsbewijzen dan de in hoofdstuk II, Sectie I vermelde als voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen van groep B te beschouwen;

b) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs, gedeeltelijk gelijkwaardig erkend met een diploma afgeleverd in de Franse Gemeenschap naargelang het geval door de Regering in toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiecificaten of door de bevoegde instanties van een universiteit in toepassing van artikel 36, alinea 4 van het decreet van 5 september 1994 betreffende de universitaire studies en academische graden, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen;

c) om een in het buitenland behaald bekwaamheidsbewijs dat naargelang het geval nog niet als gelijkwaardig of professioneel erkend is, als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen, op voorwaarde dat de betrokkene het bewijs levert dat hij heeft aangevraagd :

— ofwel de academische gelijkwaardigheid bij de diensten van de Regering of de bevoegde instanties van een universiteit naargelang het geval;

— ofwel de professionele erkenning bij de diensten van de Regering in toepassing van artikel 3, alinea 3 en 4, *4bis*, *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de vaststelling van de vereiste bekwaamheidsbewijzen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel

van de inrichtingen voor voorschools onderwijs, basisonderwijs, buitengewoon onderwijs, technisch onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen ».

d) In § 6, alinea 1 worden de woorden « van de commissie bepaald in § 3 » vervangen door de woorden « naargelang het geval, van de diensten van de Regering of van de commissie bepaald in § 3 ».

e) § 6 wordt vervolledigd met een alinea met de volgende tekst :

« Alinea 2 is niet van toepassing op de hypothesen in § 4, 2, c) ».

f) § 7 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 7. De diensten van de Regering of de in § 3 bedoelde commissie naargelang het geval moeten binnen een termijn van één maand advies verstrekken over de hen voorgelegde gevallen. Na deze termijn mag de minister in aanmerking nemen dat dit advies werd verstrekt. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 54. Voor het schooljaar 2003/2004 worden de bevoegdheden bedoeld in artikel 2 en 3 van dit decreet uitgeoefend door de regionale, zonale en centrale reëctatiecommissies, bedoeld in voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990, in voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 en in voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995.

Art. 55. Dit decreet treedt in werking op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van hoofdstuk II dat op 1 september 2004 van kracht wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J. M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004*

Stukken van de Raad. – Ontwerp van decreet nr. 514-1. – Commissieamendementen nr. 514-2 – Verslag nr. 514-3.
Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 5 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2263

[C – 2004/29228]

19 MAI 2004. — Décret modifiant le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un article *4bis* est inséré après l'article 4 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, rédigé comme suit :

« Article *4bis* :

§ 1^{er}. Il est institué une commission de déontologie de l'aide à la jeunesse, dénommée commission de déontologie.

Sans préjudice de l'alinéa suivant, la commission de déontologie a pour mission de remettre un avis sur toutes les questions de déontologie en matière d'aide à la jeunesse, en ce compris les litiges résultant de l'application du code de déontologie. Cet avis est remis soit d'initiative, soit à la demande du ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, soit à la demande de personnes concernées par un litige ou une question de déontologie.

Lorsqu'un membre du personnel de la Communauté française contrevient au code de déontologie visé à l'article 4, alinéa 3, du présent décret, toute plainte émanant d'un autre membre du personnel de la Communauté française doit être introduite auprès de la commission de déontologie visée au titre V de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public. Ladite commission statue après avis de la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse pour autant que ledit avis ait été rendu dans les délais requis par ou en vertu de l'article 49 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public.